

Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Police Municipale - Astreinte de sécurité - Modification - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale *« l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés »*.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

L'évolution des activités de la police municipale, sur la commune de Montpellier ainsi que la réorganisation du service en direction, conduit à revoir le fonctionnement de l'astreinte de sécurité tout au long de l'année, de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, en prenant également en compte l'évolution des espaces publics et des risques naturels.

L'astreinte de sécurité concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou de pré-crise). Dans ce cadre, les agents de la police municipale peuvent être amenés à intervenir pour tout évènement important impactant le territoire communal et relevant soit de la sécurité civile, soit de la sûreté (évènement climatique, incendie, risque attentat...).

Les agents sont appelés pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un évènement soudain ou imprévu. L'objectif est d'assurer la continuité du service public, de garantir la sécurité et le bon fonctionnement des équipements, installations et locaux, et de maintenir la sécurité des usagers du domaine public.

Cette astreinte reposera sur les critères suivants :

- Basée sur le volontariat, sauf pour les opérateurs du PC radio pour qui cette astreinte est obligatoire et fait partie des contraintes liées au poste occupé ;
- Domiciliation de l'agent sur un temps de trajet d'une heure maximum (référence Mappy).

L'astreinte concernera :

- 2 opérateurs du PC radio (commandement Jour) ;
- 14 agents des unités de proximité, voie publique, d'appui et de soutien.

Un planning sera mis en place par le bureau d'ordre.

Les agents concernés seront mobilisables sur une semaine complète, à savoir du lundi à partir de 20h au lundi suivant jusqu'à 20h.

Cette astreinte se substitue à l'astreinte saisonnière (dite « cévenole ») adoptée par délibération n°2016/192 en Conseil municipal du 28 avril 2016.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions en vigueur fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, n°V2017/412 du 23 novembre 2017 et n°V2018-238 du 26 juin 2018.

La mise en œuvre de l'organisation proposée est prévue à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le Comité Technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une astreinte sécurité pour les agents de la police municipale telle qu'énoncée ci-dessus ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-210915-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.